



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 12/2018 – 9

OBJET : VOIRIE
Définition de l'intérêt communautaire pour la compétence optionnelle
« Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire »

L'An deux mille dix-huit et le dix-neuf du mois de décembre (19.12.2018) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 13 décembre 2018, s'est assemblé à la salle Jules Fromage de Saint-Nicolas-de-la-Grave, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président (à partir de la délibération n°2)
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

M. REMIA Alex - M. KOZLOWSKI Éric - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°10) - Mme CAMPOURCY Véronique - Mme TRESSSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - M. CASSIGNOL Michel (à partir de la délibération n°7) - Mme BAULU Maryse - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - Mme CASTRO Marie - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. DELLAC Patrick - M. GARRIGUES Jean-Claude - M. LAFONT Hubert - M. DESQUINES Philippe - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme CARRE Nathalie
Mme BAJON-ARNAL Jeanine
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°9)
M. BENECH Robert
M. ANDRAL Maurice
Mme MAERTEN Fabienne
M. FONTANIE Pierre
M. GUILLAMAT Pierre
M. DESCAZEUX Robert
M. GERARDIN Frédéric
Mme BERGE Marie-Luce
M. PREVEDELLO Xavier

a donné procuration à M. CAPAYROU J.
a donné procuration à M. BESIERS J-P.
a donné procuration à M. IMBERT J-P.
a donné procuration à M. PONS M.
a donné procuration à M. LANNES S.
a donné procuration à M. HENRYOT JL.
a donné procuration à Mme ROLLET C.
a donné procuration à M. HENRYOT JM.
a donné procuration à Mme CASTRO M.
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant
a donné procuration à M. DESQUINES P.
a donné procuration à M. FEGNE J.
a donné procuration à M. BRIOIS D.

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme GARRIGUES Maïté
M. CALVI Daniel
M. VALLES Gérard

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Madame Véronique CAMPOURCY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite Loi NOTRe ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5214-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 en date du 9 septembre 2016, portant création de la Communauté « Terres des Confluences » par fusion de la Communauté de Communes Terres de Confluences et de la Communauté de Communes Sère-Garonne-Gimone et extension du périmètre fusionné aux Communes de SAINT-PORQUIER et LA VILLE-DIEU-DU-TEMPLE au 1^{er} janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°82-2017-12-19-002 en date du 19 décembre 2017 portant modification n°1 des statuts de la Communauté de Communes Terres des Confluences ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2018-12-06-001 en date du 6 décembre 2018 portant modification n°2 des statuts de la Communauté de Communes Terres des Confluences ;

Vu l'avis de la commission voirie-travaux-mobilité du 19 novembre 2018 ;

Vu l'avis du bureau communautaire du 11 décembre 2018 ;

Entendu l'exposé du Président,

Considérant qu'ensuite de la fusion-extension, dont résulte la Communauté de Communes Terres des Confluences, opérée en application de la loi NOTRe, il y a lieu de procéder à la définition de l'intérêt communautaire de certaines compétences, au rang desquelles la compétence optionnelle « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ».

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L.5211-41-3 III du CGCT et de l'article 35 de la loi NOTRe, le Conseil Communautaire dispose d'un délai de deux ans à compter de la fusion pour définir l'intérêt communautaire des compétences subordonnées à la définition d'un tel intérêt, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

Jusqu'à cette délibération ou, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2018, la nouvelle Communauté exerce, dans les anciens périmètres correspondant à chacune des anciennes Communautés ayant fusionné, les compétences transférées par les Communes à chacune de ces Communautés et subordonnées à la définition d'un tel intérêt selon les intérêts communautaires tels que définis par les Communautés de Communes Terres de Confluences et Sère-Garonne-Gimone.

S'agissant de la définition de l'intérêt communautaire, le Président rappelle que celle-ci doit être déterminée par délibération du Conseil Communautaire à la majorité des 2/3 de ses membres et n'a donc plus à être intégrée au sein des statuts de la Communauté.

Considérant que, pour mémoire, l'intérêt communautaire attaché à cette compétence et en vigueur était le suivant :

« Travaux d'investissement et de gros entretien des voies communales et rurales comportant le renforcement des chaussées, à l'exclusion des voies situées à l'intérieur du périmètre de l'agglomération de chaque commune ;

Exécution de travaux d'entretien courant comportant fournitures et matériel nécessaires au renouvellement des revêtements superficiels ;

Travaux de fauchage de part et d'autre de la chaussée, curage de fossés, désherbage ;

Pose de panneaux de signalisation des communes et peinture au sol ;

Prestations de services aux communes membres sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables. »

Considérant que l'intérêt communautaire s'analyse comme « la ligne de partage », au sein d'une compétence, entre les domaines d'action transférés à la Communauté de Communes et ceux qui demeurent au niveau communal, et que dès lors que la compétence voirie a été transférée à une Communauté de Communes, cette dernière doit nécessairement inclure dans cette compétence l'intégralité des missions d'entretien et d'aménagement sur l'emprise des voies relevant de l'intérêt communautaire.

Considérant les travaux de la commission communautaire voirie-travaux-mobilités, le Président propose que l'intérêt communautaire attaché à la compétence optionnelle « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire » soit le suivant :

« • Pour les communes de moins de 5 000 habitants :

- Voies communales et chemins ruraux revêtus à l'extérieur du périmètre de l'agglomération de chaque commune, tel que défini par l'article R110-2 du Code de la Route ; en l'absence de panneaux et d'arrêté du Maire fixant la limite d'agglomération en application de l'article R411-2 du Code de la Route, la limite sera définie conjointement entre la Commune et la Communauté de Communes et matérialisé par cette dernière ;

• Pour les communes de plus de 5 000 habitants :

- Voies communales revêtues à l'extérieur du périmètre de l'agglomération de chaque commune, tel que défini par l'article R110-2 du Code de la Route, et permettant la desserte directe d'un équipement communautaire ;
- Voies communales à l'extérieur du périmètre de l'agglomération de chaque commune, tel que défini par l'article R110-2 du Code de la Route, et assurant une liaison structurante directe entre les agglomérations des Communes membres de la Communauté de Communes, dès lors que cette liaison n'est pas déjà assurée par une route départementale ».

Le Président propose également d'approuver le protocole d'entretien des voiries établi par la Commission voirie-travaux-mobilité, permettant de définir les niveaux de services attendus pour l'exercice de cette compétence optionnelle sur les voies d'intérêt communautaire.

Il est ici précisé que la définition de l'intérêt communautaire ainsi adoptée entrera en vigueur à la date du 1^{er} janvier 2019.

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

• définit l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire » comme suit :

« • Pour les communes de moins de 5 000 habitants :

- Voies communales et chemins ruraux revêtus à l'extérieur du périmètre de l'agglomération de chaque commune, tel que défini par l'article R110-2 du Code de la Route ; en l'absence de panneaux et d'arrêté du Maire fixant la limite d'agglomération en application de l'article R411-2 du Code de la Route, la limite sera définie conjointement entre la Commune et la Communauté de Communes et matérialisé par cette dernière ;

• Pour les communes de plus de 5 000 habitants :

- Voies communales revêtues à l'extérieur du périmètre de l'agglomération de chaque commune, tel que défini par l'article R110-2 du Code de la Route, et permettant la desserte directe d'un équipement communautaire ;
- Voies communales à l'extérieur du périmètre de l'agglomération de chaque commune, tel que défini par l'article R110-2 du Code de la Route, et assurant une liaison structurante directe entre les agglomérations des Communes membres de la Communauté de Communes, dès lors que cette liaison n'est pas déjà assurée par une route départementale ».

• **approuve** le document de définition de l'intérêt communautaire et du protocole d'entretien du patrimoine joint en annexe de la présente délibération, et précisant le cadre de l'exercice de la compétence optionnelle « Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire » sur le territoire de la Communauté de Communes Terres des Confluences ;

• **précise** que cette définition d'intérêt communautaire entrera en vigueur à la date du 1^{er} janvier 2019 ;

• **autorise** Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 24/12/18

Publication le : 24/12/18

Notification le : B6

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice : 53
Présents : 38
Votants : 50
Adoptée à l'unanimité des votants